



RENDU EXECUTOIRE LE

21 FEV. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 25/01/2024

Reçu en préfecture le 25/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_00156-AR

S'LO

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0156du **25 JAN. 2024**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

fixant à compter du **1^{er} janvier 2024**
le coût horaire de la participation du Département
à l'intervention d'un service mandataire
pour les bénéficiaires de
l'Allocation Personnalisée d'Autonomie

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE

VU les articles L.232-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

Article 1 : A compter du 1^{er} janvier 2024 le plan d'aide mis en œuvre au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) par l'équipe Médico-Sociale Départementale, est valorisée pour l'intervention d'un service mandataire à 11,87 € par heure.

Article 2 : L'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) à domicile est versée directement au bénéficiaire.

Article 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

Envoyé en préfecture le 25/01/2024
Reçu en préfecture le 25/01/2024
Publié le
ID : 086-228600011-20240125-24_A_SE_00156-AR

Article 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienne86.fr.

Poitiers, le **25 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON